

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

**DC3**

**ACTE D'ENGAGEMENT – CCAP** (simplifié)

Numéro d'identification  
court:

2	0	2	5	.			
---	---	---	---	---	--	--	--

Numéro d'identification  
Long Chorus :

*Renseigné après engagement*

2	0	2	5	-												
---	---	---	---	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

**A - Objet de la consultation et de l'acte d'engagement.**

**A1 - Objet de la consultation :**

Reprise de travaux du lot CVC du site de la Villa Créative dans le cadre de l'opération de restructuration du site universitaire PASTEUR à Avignon (suite à liquidation du titulaire)

**A2 – Procédure :**

Procédure adaptée (en formalisme allégé) en application des articles L 2123.1 et R 2123.1 R 2123.4 et R 2123.5 du Code de la Commande Publique

Marché à tranches en application de l'article R2113-4 du Code de La Commande publique

☒ Cet acte d'engagement/CCAP correspond : ☒ à l'offre de base

**B - Engagement du candidat.**

**B1 - Identification et engagement du candidat :** (Cocher les cases correspondantes.)

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché public suivantes,

☒ AE/CCAP ☒ CCAG: **Travaux** (Arrêté du 30 mars 2021 modifié) ☒ DPGF  
☒ CCTP

et conformément à leurs clauses et stipulations,

☒ Le signataire, **prestataire unique** s'engage sur la base de son offre :

Nom et prénom :																												
<input type="checkbox"/> <b>Agissant en mon nom personnel</b> ou <b>sous le nom de :</b>																												
Domicilié à :																												
Tel. :								Fax :																				
Courriel *:																												
<input type="checkbox"/> <b>Agissant pour le nom et le compte de la Société :</b> (intitulé complet et forme juridique de la société)																												
Au capital de :																												
Ayant son siège à :																												
Tel. :								Fax :																				
Courriel *:																												
N° d'identité d'établissement (SIRET) :		<table border="1"><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr></table>																										
N° d'inscription		<input type="checkbox"/> au répertoire des métiers <b>ou</b> <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés :																										

**\*Adresse courriel où les notifications pourront être valablement effectuées**

## B2 - Prix :

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de novembre 2025 (mois précédant celui de la date limite de remise des offres) . **Unité monétaire : euro**

Les prix sont tous renseignés suivant devis détaillé fourni par le soumissionnaire. Le marché est forfaitaire avec des prix **fermes** non actualisables non révisables.

**Le marché comprend une tranche ferme et deux tranches optionnelles avec :**

- Tranche optionnelle 1 : Remplacement du calorifuge aux niveaux RDC et R+1
- Tranche optionnelle 2 : Remplacement du calorifuge au niveau R+2

Une visite de site sera obligatoire pour répondre à la présente consultation.

Les prestations seront rémunérées par application du prix forfaitaire égal aux prix indiqués ci-dessous :

☒ **montant global toutes tranches : TF +T01 + T02**

- Montant hors TVA : €
  - TVA au taux de  %, soit €
  - Montant TVA incluse : €
- Arrêté en lettres à

**Avec la décomposition suivante :**

☒ **montant de la tranche ferme**

- Montant hors TVA : €
  - TVA au taux de  %, soit €
  - Montant TVA incluse : €
- Arrêté en lettres à

☒ **montant tranche optionnelle 1**

- Montant hors TVA : €
  - TVA au taux de  %, soit €
  - Montant TVA incluse : €
- Arrêté en lettres à

☒ **montant tranche optionnelle 2**

● Montant hors TVA :

€

● TVA au taux de

20

%,

soit

€

● Montant TVA incluse :

€

Arrêté en lettres à

### B3 - Montant sous-traité

#### B.3.1. Sous-traitance déclarée à l'offre

En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles L.2193-4, L.2193-5 et R.2193-1 du CCP, un formulaire DC4 sera annexé au présent acte d'engagement pour chaque sous-traitant et indiquera la nature et le montant des prestations qui seront exécutées par chaque sous-traitant, son nom et ses conditions de paiement. Le montant des prestations sous-traitées indiqué dans chaque formulaire annexé constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder. Le montant indiqué au formulaire DC4 est exprimé hors taxe ; le titulaire doit également préciser dans ce formulaire que la TVA est autoliquidée.

Chaque formulaire annexé constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance. La notification du marché est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

#### ☐ Entreprise unique

Le montant total des prestations sous-traitées conformément à ces formulaires annexés est de :

● Montant hors TVA

Les déclarations et attestations (article R.2193-1 du CCP) des sous-traitants recensés dans les formulaires annexés, sont jointes au présent acte d'engagement/CCAP.

#### B.3.2. Sous-traitance prévue pendant les travaux

En cas de sous-traitance des prestations en cours de marché, les sous-traitants devront être agréés dans les conditions des articles R2193.3 et 4 du Code de la Commande Publique.

### B.3.3. Créance présentée en nantissement ou cession

Le montant du présent marché que le candidat peut présenter en nantissement ou céder est au maximum le montant de l'offre acceptée par le maître d'ouvrage, duquel il convient de déduire le montant cumulé des prestations sous-traitées.

Le montant de cette créance sera défini lors de la remise de l'exemplaire unique.

Une copie de l'original de l'AE/CCAP portant une formule d'exemplaire unique ou un certificat de cessibilité sera délivré au titulaire sur simple demande écrite de sa part.

### B4 - Compte à créditer : *Joindre impérativement le RIB ou RIP et correspondant aux coordonnées indiquées ci-après en annexe au présent document*

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte :

#### ☒ **Entreprise unique**

compte ouvert à l'organisme bancaire :																						
à :																						
au nom de :																						
sous le numéro :																clé RIB :						
code banque :																code guichet :						
IBAN :	.....																					
BIC :	.....																					

Toutefois, le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

### B5 – Avance :

SANS OBJET

### B6 – Délai d'exécution du marché :

Le délai d'exécution des travaux de la tranche ferme est fixé à **1 mois** à compter de la notification du présent marché public, **période de préparation de 1 semaine non incluse**

Le délai court à compter de la date fixée par l'OS précisant la date de démarrage de la période de préparation jusqu'à l'achèvement de l'ensemble des travaux donnant lieu à la réception dans les conditions de l'article 41 du CCAG applicable aux marchés de travaux.

La durée d'exécution du marché comprend la période de préparation et le délai d'exécution des travaux.

Le Titulaire s'engage à exécuter les travaux conformément au planning général de l'opération défini entre les deux parties

## **B7 – Délais de validité - Variation dans les prix :**

Le délai de validité de l'offre de prix est de 3 mois à compter de la date limite de remise de l'offre.

Les prix sont **fermes**, non actualisables, non révisables.

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés suivant la nature du marché par application d'un prix global et forfaitaire.

Les prix du marché sont **hors T.V.A.**

## **B8 – Contenu et nature des prix :**

Les prix sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les travaux telles que visées à l'article 9.1 du CCAG.

*En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.*

**En cas de sous-traitance** les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants par le titulaire ou les membres du groupement, ainsi que les conséquences de leurs défaillances.

## **B9 – Modalités de paiement de la prestation :**

Paiement par mandat administratif (virement bancaire) suivant les règles de la comptabilité publique. Délai maximum de règlement des comptes : 30 jours à compter de la date de réception de la facture.

La prestation sera réglée mensuellement suivant avancement.

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à **30 jours**

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

**<https://chorus-pro.gouv.fr>**

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET du maître d'ouvrage
- Le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché »
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».

*Une note explicative correspondante sera incluse dans le dossier de notification du marché*

**Paiement des sous-traitants** : Pour les sous-traitants admis au paiement direct, le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques libellées au nom du pouvoir adjudicateur sont effectués exclusivement sur le portail public de facturation Chorus Pro, sans autre formalité. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique doit la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer. Le titulaire dispose de 15 jours à compter du dépôt de la demande de paiement par le sous- traitant pour l'accepter ou la refuser sur ce portail. Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement avant transmission au pouvoir adjudicateur

## **B10 – Cautionnement bancaire / retenue de garantie :**

Sans objet

## **B11– Pénalités de retard d'exécution**

Il sera fait application si nécessaire des dispositions générales prévues au CCAG « Travaux ». Toutes les pénalités sont fermes, non révisables et ne sont pas soumises à la TVA.

## **B12- Autres pénalités**

Les dispositions des articles 19.2.4 et 19.1.3 du CCAG s'appliquent à toutes les pénalités autres que retard d'exécution, sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

## **B13 – Augmentation du montant des travaux**

Par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG travaux, lorsque les travaux exécutés atteignent leur montant contractuel, le titulaire ne peut poursuivre les travaux sans avenant préalable ou sans avoir reçu une décision de poursuivre émanant du maître de l'ouvrage

## **B14 – Réception – délai de garantie**

### **B14.1 Réception**

La réception est l'acte par lequel le maître d'ouvrage accepte avec ou sans réserve, l'ouvrage exécuté dans les conditions définies aux articles 41 et suivants du C.C.A.G.

En cas de tranches correspondant à un ouvrage ayant sa propre fonctionnalité et autonomie, il pourra être prononcé des réceptions partielles conformément aux dispositions de l'article 42 du C.C.A.G Travaux.

Chaque réception partielle fera courir le délai de garantie propre aux ouvrages réceptionnés à compter de la date d'effet de cette réception.

Cependant, les suretés constituées pour la réalisation des différentes parties d'ouvrages, objet du marché, seront maintenues dans leur montant jusqu'à expiration du délai de garantie du dernier ouvrage réceptionné. Elles pourront être mises en jeu au titre de la garantie de parfait achèvement propre à chacun des ouvrages réceptionnés.

Par dérogation à l'article 42.2 du CCAG travaux, la prise de possession par le maître de l'ouvrage, avant l'achèvement de l'ensemble des travaux, de certains ouvrages ou parties d'ouvrage doit être précédée d'une réception partielle dont les conditions seront fixées par le représentant du pouvoir adjudicateur et notifiées par ordre de service.

#### **B14.2 Délai de garantie**

Les matériels mis en oeuvre sont garantis contre tout vice de construction ou de mise en œuvre pendant 2 ans à dater de la réception (garantie de parfait achèvement et de bon fonctionnement).

#### **B15 – Forme des notifications et informations au titulaire**

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, le maître d'ouvrage prévoit d'utiliser la ou les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et l'heure de leur réception :

- Messagerie sécurisée du profil acheteur PLACE (Plateforme des Achats de l'Etat)  
A défaut :
- Remise contre récépissé daté ou lettre recommandée avec accusé de réception postal

#### **B16– Règlement des différends et des litiges**

Avant toute saisine du juge, les parties devront tenter de régler le litige les opposant par le biais d'un mode de règlement alternatif des différends dans les conditions définies aux articles L.2197-1 à 2197-7 du code de la commande publique, selon la nature du contrat en cause.

En cas d'échec de règlement du litige : Les litiges relatifs à l'exécution du présent marché seront soumis à la compétence du juge administratif.

#### **B17– Exécution au frais et risques du titulaire**

Outre l'application éventuelle de pénalités, le Rectorat pourra faire exécuter la prestation par un autre prestataire, en cas d'inexécution caractérisée par le titulaire du marché, d'une prestation qui ne pourrait souffrir d'aucun retard, conformément aux dispositions de l'article 52 du CCAG-Travaux.

Les frais et risques y afférents demeureront à la charge du titulaire du marché, de même que le surcoût qui pourrait en résulter.

#### **B18– Résiliation**

L'inexactitude des renseignements prévus aux articles R2143-1 et R2144-1 à R2144-7 du Code de la commande publique, de même que la non production des pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail tous les six mois, peut entraîner la résiliation du marché public aux frais et risques du titulaire en cause sans que celui-ci ne puisse élever aucune réclamation.

Le marché peut aussi être résilié selon les dispositions du chapitre VI du CCAG-Travaux.

Par dérogation à l'article 50 du CCAG-Travaux, à la demande expresse et motivée du Rectorat, le marché pourra être résilié de plein droit en cas d'inexécution, de défaillance ou de non-respect prolongé ou répétitif d'une ou plusieurs prescriptions contenues dans le présent marché.

La résiliation pourra être prononcée dès lors qu'une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, notifiée au Titulaire est restée infructueuse. Dans le cadre de cette mise en demeure, le Rectorat informera le titulaire de la sanction envisagée et l'invitera à présenter ses observations.



Les autres cas de résiliation pour faute du Titulaire sont ceux prévus à l'article 50 du CCAG-Travaux.  
La résiliation pour faute du Titulaire du marché ne donne lieu à aucune indemnité.  
La résiliation ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire du marché.

### B19- Obligation d'information

Le /les prestataire(s) s'engage (nt) expressément à notifier immédiatement au maître d'ouvrage les modifications survenant en cours d'exécution du marché qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise
- A la forme de l'entreprise
- A la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination
- A son adresse ou à son siège social selon qu'il s'agit d'une personne physique ou d'une personne morale
- A son capital social
- A toutes modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise

### C - Signature de l'offre par le candidat.

La signature du présent acte d'engagement vaut adhésion et consentement sans réserve aux documents constitutifs du marché. Le titulaire individuel *ou le mandataire habilité ou chaque membre du groupement* s'engage sur la base de l'offre technique et financière à exécuter les prestations demandées.

☐ J'affirme sous peine de résiliation du marché à mes torts exclusifs que la société pour laquelle j'interviens ne tombe pas sous le coup des interdictions découlant des articles L. 2141-1 à L. 2141-14 du Code de la Commande Publique. **Cochez la case avant remise de l'offre**

Fait en un seul original	
à : <div style="border: 1px solid black; height: 25px; width: 90%; margin-top: 2px;"></div>	le : <div style="border: 1px solid black; height: 25px; width: 90%; margin-top: 2px;"></div>
Mention(s) manuscrite(s) "lu et approuvé" signature(s)* de l'/des entreprise(s) :	

(\*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

## D - Identification du pouvoir adjudicateur

### ▪ Désignation du pouvoir adjudicateur:

Ministère de l'Education Nationale

**Région Académique Provence Alpes Côte d'Azur / Rectorat de l'académie d'Aix-Marseille**

Place Lucien Paye – 13621 Aix en Provence cedex 1

représenté par Monsieur le Recteur de la Région Académique Provence Alpes Côte d'Azur, Recteur de l'Académie d'Aix-Marseille.

### ▪ Comptable public assignataire :

Direction Départementale des Finances Publiques des Alpes Maritimes (à compter du 01/01/2022)

Les cessions de créance doivent être notifiées ou les nantissements signifiés à l'organisme désigné ci-dessus

### ▪ Imputation budgétaire :

Programme : BOP 150 - Opération 2016.51 – TF 045523

EJ : ..... sera indiqué une fois le projet de marché engagé

## E - Décision du pouvoir adjudicateur

Acceptation de l'offre		<i>réservé à l'administration</i>
Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement/CCAP		
Le représentant du pouvoir adjudicateur		
A Aix en Provence	le :	

## F -NOTIFICATION DU MARCHÉ

La notification du marché est constituée soit par :

- l'envoi avec accusé de réception sur le profil acheteur (plate-forme de dématérialisation PLACE)
- l'envoi en lettre recommandée avec accusé de réception à défaut d'accusé de réception électronique par le Titulaire

*Apposer dans ce cadre l'accusé de réception électronique ou postal valant date de notification du marché*